



NAHIO

HAUT-SASSANDRA Côte d'Ivoire

Rapport sur les attaques du village
dans l'ouest du pays.



UNE REPRESSION RÉCURRENTÉ DANS L'INDIFFÉRENCE GÉNÉRALE

Le village de Nahio, situé dans la région du Haut-Sassandra, a été violemment attaqué dans la nuit du 25 octobre 2025 vers 18 heures jusqu'à minuit, en représailles à son opposition active au quatrième mandat anticonstitutionnel de Monsieur Alassane Ouattara. Cette attaque s'inscrit dans une longue série de violences ciblées contre des populations perçues comme hostiles au régime.

Depuis 2011, les exactions commises par des éléments proches du pouvoir restent systématiquement impunies. Ni la justice ivoirienne, ni la CPI, ni la communauté internationale n'ont réellement sanctionné les responsables de ces crimes.

Cette absence totale de justice alimente un climat de terreur, dans lequel l'État de droit est piétiné et les opposants traqués.



CONTEXTE POLITIQUE ET LOCAL

Nahio est un village qui s'est particulièrement mobilisé contre la dérive autoritaire du régime actuel. À l'approche du scrutin du 25 octobre 2025, considéré par une grande partie de la population comme un « braquage électoral », les villageois ont exprimé leur refus de collaborer à l'organisation du vote. Le 25 octobre, des agents de la CEI se sont rendus dans le village pour mettre en oeuvre le processus électoral. Les jeunes ont tenté de les empêcher d'installer les bureaux de vote, dénonçant une mascarade électorale sans pluralisme réel. Monsieur Barthélemy Inabo Zouzoua, cadre RHDP originaire du village, est intervenu pour tenter de calmer la situation. Mais les jeunes lui ont reproché de financer la milice locale du RHDP, accusée d'avoir pour mission d'intimider, voire de réprimer, les opposants. Une vidéo circulant sur les réseaux sociaux montre d'ailleurs une altercation entre Monsieur Barthélemy Inabo Zouzoua et les jeunes du village. Derrière lui, on aperçoit effectivement un groupe de jeunes massés à distance, que les villageois accusent d'être armés.

LES FAITS : UNE ATTAQUE EN REPRESAILLES

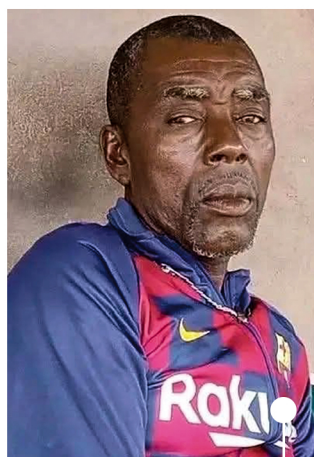
Dans la nuit du 25 au 26 octobre, le village de Nahio a été attaqué. Des individus non identifiés, assimilés à une milice RHDP, ont pris d'assaut le village. Le bilan humain est lourd. Il y a **3 morts** :



ZIRI Guimon,
chef de quartier,
a été abattu :



GBOMENE Farras, militant PPA-CI
et neveu du Chef du village a été brûlé vif



ZIGLE Micheline,
habitante du village
est décédée des
suites de ses
blessures

Par ailleurs, une dizaine de personnes a également été blessée à coups de machettes et par armes à feu. Il s'agit notamment de :



1. BALIE Carine, habitante du village,
a été blessée par balle, et a perdu
son bébé



2. ABIHI Labou Moïse
3. GBAHORE Obla Thierry
4. BAH I Dali Arnaud
5. GNEKPI Guiéhoua
6. TAPE Djédjé Ezekiel
7. Nakpo Zadi
8. Vagbé Balié
9. Nahi Arthur
10. Lekpo Sédi



LES FAITS : UNE ATTAQUE EN REPRESAILLES

Le caractère ciblé de l'attaque, ainsi que le climat de tension politique qui l'a précédée, ne laissent aucun doute sur le mobile : punir un village pour avoir osé contester l'autorité du régime. Tout porte à croire qu'il s'agit d'un acte de représailles prémédité, encouragé par un discours politique qui, depuis plusieurs semaines, tend à désigner une partie des citoyens comme des ennemis de l'intérieur.

À cet égard, les propos tenus par Monsieur Alassane Ouattara, lors de son meeting de clôture de campagne du **23 octobre 2025**, sont d'une gravité extrême. Il a en effet déclaré : *« Je vous demande d'être vigilants et de surveiller vos quartiers, car les chiens peuvent toujours passer, mais nous devons être prêts à protéger la Côte d'Ivoire »*. Par ces mots, le Chef de l'État a publiquement **animalisé une partie de la population ivoirienne**, assimilant ses opposants à des « chiens ».

Ce glissement de langage, contraire à la dignité humaine et aux principes fondamentaux du droit international, a pour effet direct de légitimer la haine, la stigmatisation et la violence. De tels propos, tenus par le plus haut représentant de l'État, dans un contexte de polarisation politique extrême, ne sont pas sans conséquences : ils encouragent les milices partisans, les forces supplétives et les partisans les plus radicaux à s'en prendre aux populations perçues comme « hostiles » au régime.

L'attaque de Nahio s'inscrit dans cette logique de déshumanisation politique : celle qui transforme le désaccord en trahison, et le citoyen en cible.

Le lien entre ces déclarations et les graves exactions subies par les populations est d'autant plus manifeste qu'à l'approche d'une manifestation annoncée par l'opposition pour le 8 novembre 2025, un individu se présentant comme militant du RHDP a publiquement tenu, sur les réseaux sociaux, les propos suivants :

*« Bonjour à toute et à tous, ici c'est le Général Bob le Mannequin de la favéla le dossofa. Apparemment les chiens n'ont pas encore compris. Il y a eu des élections en Côte d'Ivoire. Il y a eu un président qui a été élu, Son Excellence Alassane Dramane Ouattara, et **on voit les chiens qui disent ils vont sortir le 8.***

LES FAITS : UNE ATTAQUE EN REPRESAILLES

*Le général vient pour prévenir les chiens. Vous savez, Son Excellence **Alassane Dramane Ouattara** a déjà dit à ses militants et aux sympathisants de surveiller leur quartier, que les chiens risquent de passer. Tous les chiens qui vont sortir seront matés le 8. Aucune pitié, aucun sentiment. Je demande à tous les guerriers d'aller au contact à outrance. Et les chiens sont déjà prévenus. Il y a eu des élections en Côte d'Ivoire. Chaque chien qui va se mettre dans les rues, les parents vont subir la conséquence de leurs enfants dans les rues d'Abidjan. C'était le général de la favéla Dossofa. Pas de pitié. On est déjà prêt ».*



Photo du militant RHDP se faisant appeler le Général Bob le Mannequin

Ces propos, empreints de violence et d'appel à la répression, n'ont fait l'objet d'aucun désaveu officiel de la part du RHDP, ni de poursuites judiciaires, traduisant une impunité qui encourage les dérives les plus graves et alimente un climat d'insécurité pour tous ceux qui expriment une opinion divergente.

Monsieur Alassane Ouattara porte donc une responsabilité politique et morale directe dans ces violences. Par son discours, il a contribué à créer un climat propice aux exactions, à la division et à la haine entre les Ivoiriens.

Un tel comportement est indigne d'un Chef d'État et contraire aux obligations internationales de la Côte d'Ivoire en matière de prévention des crimes de haine et de protection des droits humains. Il appartient désormais aux instances nationales et internationales d'enquêter, d'établir les responsabilités et de garantir que de tels propos et leurs conséquences ne restent pas impunis.



UNE IMPUNITÉ CHRONIQUE : QUAND LES OPPOSANTS SONT MASSACRÉS, « Y A RIEN »

Ce drame n'est pas un cas isolé. Il s'ajoute à une longue liste :

- * **Duékoué (2011)** : massacres à caractère ethnique et politique.
- * **Nahibly (2012)** : camp de réfugiés attaqué, plus de 200 disparus.
- * **Téhiri (2020)** : attaques ciblées contre les manifestants anti-troisième mandat.
- * **Nahio (2025)** : exécutions de villageois opposés au 4ème mandat.

Et à chaque fois, le même refrain officiel : « **Y a rien** ». Ce slogan cynique, « **Allons voter, y aura rien** », affiché par la CEI, illustre parfaitement le mépris de la vie humaine et des droits fondamentaux :



SILENCE COUPABLE DE LA COMMUNAUTE INTERNATIONALE

Le silence de la communauté internationale face à ces exactions finit par ressembler à une complicité passive. La CPI, qui prétend enquêter depuis 14 ans, n'a jamais poursuivi un seul acteur du camp Ouattara. Ce « deux poids, deux mesures » décrédibilise totalement l'idée même de justice internationale, et alimente un profond sentiment d'injustice dans la population ivoirienne.



CONCLUSION :

UN PEUPLE QUI NE VEUT PLUS MOURIR EN SILENCE

Le massacre de Nahio n'est pas un fait divers. C'est une preuve supplémentaire de la dérive d'un régime qui, pour arriver et se maintenir au pouvoir, n'a jamais hésité à faire couler le sang. Ces exactions, ciblées contre des populations simplement coupables d'avoir exprimé une opinion contraire au pouvoir, s'inscrivent dans une continuité macabre : Duékoué, Nahibly, Téhiri, aujourd'hui Nahio. Toujours les mêmes méthodes. Toujours les mêmes victimes. Toujours la même impunité. Depuis quatorze ans, aucun responsable du camp au pouvoir n'a été inquiété, ni par la justice nationale, ni par la Cour pénale internationale. Ce mutisme judiciaire et diplomatique a nourri un sentiment d'impunité totale au sein du régime, convaincu qu'il peut tout se permettre sans jamais rendre de comptes. Pourtant, malgré la peur, malgré les menaces et les arrestations, le peuple ivoirien continue de se lever.

Le 9 août, il a marché pacifiquement pour dire non à la confiscation du pouvoir. Depuis le 11 octobre, il manifeste quotidiennement dans les villes et villages du pays pour refuser un quatrième mandat anticonstitutionnel. Sa détermination ne faiblit pas, malgré les graves exactions subies. Aucune alternance démocratique n'est possible dans un contexte où la terreur remplace le débat, où les urnes masquent la brutalité, et où manifester devient un acte criminel. Ce régime ne gouverne pas par le consentement, mais par la peur.

Aujourd'hui, les Ivoiriens sont placés devant un choix intenable : se résigner à subir un pouvoir sans partage, ou se dresser, au risque de l'exil, de la prison ou de la mort. Dans un tel climat, la probabilité de tensions intercommunautaires graves ne cesse de croître. Car l'injustice nourrit la colère, et l'impunité creuse les fractures. Le danger est là, imminent : un pouvoir qui se maintient en éliminant ses adversaires, en écrasant les libertés, en semant la division, ne peut conduire qu'à l'effondrement du "vivre ensemble."

Le massacre de Nahio n'est pas un fait isolé. C'est un jalon de plus sur le chemin dangereux que trace ce régime : celui d'un autoritarisme violent, aveugle à la souffrance des populations, sourd aux appels à la raison.



CONCLUSION :

UN PEUPLE QUI NE VEUT PLUS MOURIR EN SILENCE

Face à cette dérive, le silence de la communauté internationale interroge. Il devient lourd, pesant, complice. Il affaiblit la confiance des peuples envers les principes qu'on leur dit universels, et ouvre la voie à la vengeance, ce qui impacterait la cohésion nationale ...